



LA PAGE D'INFOS DE LA CGT TRESOR DE L'YONNE N° 5 de 2006

Secrétaire : Alain GUYADER E-Mail : a.guyader@wanadoo.fr

Nouveau numéro de tel : 06 32 07 36 03

ENORME VICTOIRE

RETRAIT DU CPE

C'est ainsi que l'ont ressenti les millions de manifestants, de grévistes qui ont à un moment ou à un autre montré leur refus de cette généralisation de la précarité à tous les salariés.

Comme l'a dit Bernard THIBAULT à l'ouverture du congrès confédéral à Lille (extraits) :

Rien ne pourra ternir ce qui restera une belle page écrite par le syndicalisme français.

Ce formidable succès est celui de l'unité des lycéens, étudiants, salariés et du rassemblement de leurs organisations sur des objectifs clairs et partagés, contre la flexibilité et la démolition organisée des droits sociaux.

Il a été rendu possible, par le fantastique courant de sympathie dont il a bénéficié parmi les citoyens de tous âges et de toutes situations et par le soutien inédit et la solidarité que lui ont apportés les syndicats de nombreux pays.

Ce succès n'est pas tombé du ciel.

Il est d'abord un succès collectif des forces syndicales.

La CGT y a mis son énergie, son expérience en privilégiant, à chaque étape, l'articulation d'une campagne de terrain avec des rassemblements coordonnés au plan national.

Pendant deux mois et demi de conflit, les douze organisations syndicales lycéennes, étudiantes et de salariés ont maintenu une unité syndicale sans faille, contribuant ainsi à ancrer le mouvement et à augmenter son audience sur l'ensemble du territoire.

Cette unité victorieuse est le plus beau démenti apporté à tous ceux qui, plus ou moins bien intentionnés, s'évertuent à segmenter le syndicalisme, ce qui ne sert qu'à le diviser pour le plus grand profit des seuls employeurs.

L'unité, qui a prévalu pour résister, pour s'opposer au gouvernement, devrait aussi prévaloir pour porter la revendication, pour proposer des solutions alternatives. Ainsi le MEDEF ne dicterait plus sa loi.

Notre pays a besoin de réformes profondes. Non seulement nous n'en avons pas peur mais nous les revendiquons !

Il est risible, qui plus est indigne, de voir tous ces élus des beaux quartiers, dont les électeurs viennent de bénéficier de 8 milliards d'allègements fiscaux, traiter les jeunes, les salariés de « privilégiés », de « frileux », de « conservateurs » voire de « nantis » quand ceux-ci ne font que défendre leurs droits sociaux, leur droit de vivre dignement, leur aspiration à construire leur propre avenir.

La vérité, Messieurs, c'est que nous voulons des réformes et vite, mais nous ne voulons pas des vôtres !

Nous voulons des changements profonds qui répondent aux revendications et aspirations des salariés et qui soient le résultat de négociations sérieuses et transparentes.

Pour cela, il est urgent de revoir les règles de la démocratie sociale dans notre pays.

Lille le 24 avril 2006

Contrat de performance 2006-2008 : on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre

La DGCP a présenté le contrat annuel de performances 2006-2008. Celui-ci prévoit une nouvelle vague de suppression d'emplois : 2740 au Trésor Public sur 3 ans, 3890 à la Direction Générale des Impôts.

Aux questions des organisations syndicales, la réponse de la direction est plus que laconique : il faudra « faire plus avec moins » et met en avant de futurs gains de productivité qu'elle ne détaille pas pour autant.

Pour la CGT, cette logique libérale est inadmissible. Ces suppressions d'emplois se font au détriment des conditions de travail des agents et de la qualité du service rendu aux usagers.

C'est sans doute pour apaiser les esprits que, quelques jours plus tard, on apprend, comme par hasard, que les objectifs 2005 du contrat de performance ont été largement dépassés, ce qui permet de verser aux agents une prime d'intéressement de 120 €, payable en mai.

La volonté de l'administration de ne pas en dire plus laisse présager le pire et de nouvelles suppressions de missions.

C.H.S de l'YONNE du 31 mars 2006

Ordre du jour du premier CHS de l'année 2006 :

- Approbation du PV du CHS du 25 octobre 05
- Situation des travaux sur les sites
- Programme de prévention 2006 et note d'orientations pour 2006
- Prévisions du budget 2006
- Questions diverses

Ce CHS fait suite aux travaux de 2 groupes de travail préparatoire :

→ celui du 28 février qui avait à l'ordre du jour :

- Le bilan du CHS pour l'année 2005
- La préparation du programme de prévention 2006
- Les fiches de sites 2005
- Les fiches de risques professionnels
- La note d'orientations 2006 et ses annexes

→ et celui du 27 mars qui a essentiellement étudié les cahiers hygiène et sécurité, les devis et les propositions d'action pour 2006 des différentes administrations.

Dans son intervention liminaire la CGT est revenue sur les actions contre le CPE avec de forts taux de grévistes et de nombreux manifestants dans tout le pays. Une nouvelle journée d'action est prévue pour le 4 avril pour le retrait du CPE.

Dans la fonction publique aussi la précarité s'installe (actuellement 17% de contrats à durée limitée) et des emplois sont supprimés par milliers.

On sait combien sont dégradées les conditions de travail des personnels en lien avec les restructurations en cours .

On sait depuis ce qu'il est advenu de l'entêtement du gouvernement à développer la précarité pour tous dans tout le pays.

La Présidente a indiqué que le CHS n'était pas l'instance où l'on discuterait du CPE. Au CHS, on débat des conditions de travail, les meilleures possibles dans le cadre des moyens donnés, et des propositions en lien avec le programme de prévention.

La Présidente a proposé de passer à l'approbation du PV de la réunion du 25 octobre 2005 : il est approuvé à l'unanimité.

Puis elle a proposé qu'un point soit fait sur les travaux en cours.

A la DGCP, les différents sites ont été passés en revue à partir d'une carte du département, et des éléments communiqués la veille lors du CTPL :

- à la TG : après les gros travaux pour la Trésorerie d'Auxerre, il s'agit d'accueillir les agents des domaines dans les meilleures conditions possibles
- pour Auxerre et la Paierie : les travaux ont commencé
- à Tonnerre : les travaux pour l'accueil commun sont en cours
- à Chablis : les travaux sont retardés à l'étage supérieur
- à Sens Agglo : quelques retards pour les travaux sur les ouvrants dus aux observations des monuments historiques
- à Courson et à Villeneuve sur Yonne, il s'agit d'améliorer les sites
- pour Ancy-le-Franc et Avallon, ce sont des aménagements sans recours à un architecte.

L'administration a précisé que l'inspecteur hygiène et sécurité (IHS) était consulté à chaque fois.

La CGT a fait remarquer qu'il manquait encore l'habitude de rendre compte rapidement des réunions.

Par exemple : on a aujourd'hui le rapport de l'IHS du 2 mars, suite à sa visite du 17 février à **Tonnerre**, visite demandée par la CGT. Ainsi nous ne sommes pas tous au même niveau d'information.

En ce qui concerne Tonnerre justement, le problème, c'est la décision de co-activité , les agents travaillent et reçoivent le public dans le bruit et la poussière, dans un chantier très encombré.

La plan de prévention (qui n'existe pas côté Trésor) n'a pas été respecté et l'administration du Trésor ne s'est pas déplacée sur place depuis octobre.

Pour la CGT, il serait intéressant que la situation des travaux figure à l'ordre du jour de chaque réunion du CHS.

Il nous faut aussi avoir l'avis de l'IHS en temps et en heure.

Il faut maintenant savoir ce que l'on prend en compte au niveau du Trésor.

L'administration précise que les travaux pour l'Hôtel des finances de Joigny sont pilotés par l'administration centrale et que le plan de prévention de Tonnerre n'a pas été fait par la mairie mais par la DGI.

En ce qui concerne Tonnerre, l'administration constate qu'il y a de nombreuses réunions de chantier le matin, elle ne peut rester en permanence sur le site pour surveiller le bon déroulement des travaux.

Les travaux se déroulent en site occupé car il n'était pas possible de faire autrement. Par contre, cela pourrait mieux se dérouler.

La CGT s'interroge sur les difficultés à résoudre, sur la communication en direction des agents et sur une entrevue nécessaire avec le maire.

Le Fondé de Pouvoir du Trésor précise qu'un courrier a été adressé au maire , le locataire mettant en cause la responsabilité pénale du propriétaire .

Pour la CGT l'information des agents après les réunions de chantier manque.

L'administration du Trésor a reconnu l'absence de réponse sur les cahiers d'hygiène et sécurité.



A la DRIRE : pas de travaux importants.

Aux DOUANES : projet à Monéteau en secteur locatif, déménagement prévu la semaine prochaine, réception des travaux lundi.

Pour la CGT, il est dommage que les agents n'aient pas été consultés : cela aurait pu éviter quelques désagréments. Elle a demandé une visite du site conformément à la note du 7 février 2003.

La présidente a indiqué qu'une synthèse serait faite afin de mieux suivre les évolutions sur chaque site.

Autre point à l'ordre du jour : le programme de prévention 2006

Il a été décidé de faire le point sur l'amiante : un tableau récapitulera la situation des immeubles et des vérifications.

Afin d'éviter que l'inventaire des devis ne soit fait à chaque groupe de travail, la réalisation d'un tableau (en partant de la présentation du budget) permettrait de faire rapidement le tri.

Le tableau récapitulatif des formations devra être complété pour un meilleur suivi des agents formés et des besoins.

Il sera demandé aux agents de respecter leurs engagements. Le maniement des extincteurs, par

exemple, semble obligatoire mais peu d'agents ont suivi cette formation.

Des efforts sont faits en ce qui concerne la formation aux risques d'agression.

La CGT a demandé si l'exercice d'évacuation de la trésorerie générale, prévu en octobre 2005, avait été reprogrammé : le TPG a répondu oui sans donner de date.

Prévisions du budget 2006 :

Un long débat a suivi sur les nouveaux devis présentés et sur ceux qui n'ont pas été retenus en groupe de travail .

La prise en charge des devis suivants a été retenue :

DRIRE = 641.06 euros

DOUANES : fourniture et pose de sèche-mains = 1593.07 €

DGCP : stores TG CEPL = 212.89 € et à Sens aggro = 206.47 €

Installation d'une rampe à Auxerre EH = 690.69 €

TG signalétique = 880.02 €

Diagnostic amiante Logement TG = 1500.00 €

TG Extracteur d'air = 556.09 €

Les 40 000 euros alloués par la cellule handicapés du ministère (CRIPH) seront utilisés

dans le cadre du transfert des domaines (monte-charge accès handicapé) compte-tenu du report des travaux de rénovation du hall sur la TG

DGI : stores = 2566.84 €

Aménagement toilettes handicapés HDI Auxerre = 2584.74 €

DGCCRF : rien

La présidente nous a informé de la demande qu'elle a faite pour récupérer au titre de 2006 les crédits 2005 non utilisés à hauteur de 10120.24 euros.

**prochain GT du CHS :
le 12 mai
et le CHS : 30 juin 2006.**

Pour la Fédération des Finances :

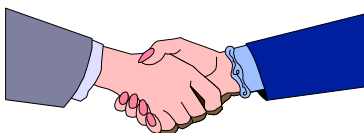
B. PICARD (titulaire CGT CDI Auxerre)

A.GUYADER (titulaire CGT Trésor)

P.DUPUIS (suppléant CGT CDIF Auxerre)

D.BOURIGAULT(suppléant CGT Douanes)

**Vous pouvez aussi consulter le site internet local de la section
CGT Trésor de l'Yonne : taper <http://www.tresor.cgt.fr/89>**



COMPTE-RENDU DU CDAS du 14 mars 2006

Le premier conseil départemental d'action sociale de 2006 s'est réuni à la Direction des Services Fiscaux à Auxerre.

Ordre du jour :

- Approbation du procès-verbal de la réunion du 28 novembre 2005
- Approbation du compte rendu d'activité 2005
- Rapport d'activité de l'assistante sociale
- Rapport d'activité du médecin de prévention
- Répartition des crédits délégués 2006
- Questions diverses

1- **Le procès verbal** de la précédente réunion est approuvé à l'unanimité après prise en compte d'une modification.

2- Le premier point important à l'ordre du jour était **l'approbation du compte-rendu d'activité 2005.**

Ce rapport présentait les effectifs (toujours en baisse), les dépenses de fonctionnement de la délégation, les actions de santé publique et le service social (assistante, restauration, aides et prêts, tourisme social) et le Bilan d'initiative locale (BIL).

LA CGT a rendu compte des travaux du Conseil National Action Sociale du jeudi 2 mars 2006 où il a été décidé que tous les agents BERKANI seraient concernés par les prestations de l'action sociale.

Elle a rappelé son intervention de l'année dernière pour réparer l'oubli d'un jouet à un enfant d'agent Berkani.

Il est prévu un meilleur recensement, une meilleure connaissance de la situation de ces agents.

Une nouvelle fois la CGT a souligné le peu d'heures du Docteur (20H par rapport aux 60H possibles). Des annonces sont passées, sans résultat pour le moment.

En ce qui concerne la restauration, la CGT s'est étonnée de la baisse du nombre de tickets restaurants et a demandé des précisions quant aux subventions repas : il s'agit des subventions de 1.04 euros allouées à la Trésorerie Auxerre Etablissements hospitaliers.

La CGT a demandé pourquoi sur 6 dossiers de prêts bonifiés à long terme transmis, seulement 5 ont été accordés. En fait, un dossier transmis en fin d'année a été accordé en début d'année suivante.

Ce rapport a été voté à l'unanimité

3- Rapport d'activité de l'assistante sociale pour 2005.

Son activité se décline en terme d'interventions (100 personnes et 371 interventions réalisées), et de problèmes rencontrés (problèmes familiaux, budgétaires, santé et difficultés professionnelles).

Elle a suivi une formation : comprendre l'endettement et le surendettement.

Un groupe de travail réuni le 10 Janvier 2006 avait pour thème les agressions au sens large.

Une expérimentation est lancée, qui devrait aboutir à une cellule de soutien pour intervenir lors d'agressions internes ou externes.

La CGT a rappelé que les agents de la Trésorerie de Saint Florentin attendent toujours la réunion promise et a noté une augmentation du nombre de problèmes posés.

L'assistante sociale a précisé qu'il n'y avait pas d'indicateurs pour analyser cette augmentation.

4- Rapport d'activité du médecin de prévention

Pour le rapport du Médecin de Prévention, on ne relève aucune observation. Son crédit d'heures reste à 20 et il n'y a toujours pas de médecin supplémentaire.

Le docteur, à la demande de la CGT, a précisé que les visites médicales spéciales concernaient les agents soumis à des risques professionnels particuliers, et que les visites médicales particulières concernaient des populations et des situations particulières (agents handicapés, femmes enceintes, visite après une absence pour longue maladie ou pour longue durée...)

5- Répartition des crédits délégués 2006

Les crédits délégués 2006 de **23 300 euros** sont répartis en actions pour les retraités (2200.00€), pour Amitiés finances (900.00€) et pour l'Arbre de Noël des enfants (13400.00€). Puis, dans le cadre du Budget d'Initiative Locale (BIL) d'un montant de 6800.00 euros, il est notamment prévu une sortie en Mai à Autun (journée en famille) et une autre en automne à définir.

Le programme de Prévention 2006 est le suivant : le cannabis en trois 1/2 journées avec la participation d'agents des douanes en mai et juin, le diabète au 2° semestre avec prévention et dépistage.

A noter : la vente des locaux de la délégation, en cours au niveau administratif, et donc le déménagement envisagé vers le Rond Point Foch à Auxerre, sans précision de date.

A noter aussi : l'augmentation des bons d'achat pour Noël de 25 à 30€ pour les 10 – 14 ans , les bons d'achats pour la rentrée scolaire des 15-16 ans passent, quant à eux, de 40 à 45€.

Pour l'achat des jouets, selon le nouveau code des Marchés (montant > 4000€ HT), il faudra appliquer une procédure adaptée et donc faire appel à la concurrence .

Au niveau restauration, pas d'augmentation de la valeur du ticket et obligation d'accord DPMA pour les agréments de coin cuisine.

Le Président a proposé la diffusion des imprimés par voie électronique (boîte générique du poste avec lien vers Alizé).

Toutes les propositions ont été retenues.

Par contre, la date du prochain CDAS n'a pas été prévue.

Pour les agents Berkaniens, la généralisation des droits sociaux , quel que soit le nombre d'heures effectuées a été acté par le CNAS en Février 2006, mais le Président n'a pas voulu accepter la note de la CGT, n'ayant pas reçu le compte-rendu ministériel.

Pour la CGT siégeaient :

- **titulaires : Nathalie ZELMAT (impôts) et Mauricette COSTE (trésor)**
- **suppléante : Chantal DUCHESNE (trésor)**

BULLETIN D'ADHESION



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT
Alors, je me syndique...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date :

Trésor CGT.

déclare adhérer au Syndicat National du

Signature :